

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
DB

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

N° IC 20039151

- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU le Décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le Décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements "
- VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 « engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques » et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU l'Arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié le 30 mai 2005 et le 1^{er} août 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 12 juin 2006 établissant le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 30 mai 1994 modifié le 10 mai 2001 autorisant le GAEC LAHAYE à exploiter à PLOUARET au lieu-dit « La Haye » un élevage porcin de 150 places maternité, 497 places gestantes-verraterie, 48 places quarantaine-infirmerie, 3616 places engraissement, 2160 places post-sevrage (soit 6037 places animaux-équivalents) ;
- VU la demande présentée par le GAEC LAHAYE sis à PLOUARET au lieu-dit « La Haye » en vue de la restructuration sans augmentation de cheptel de l'élevage porcin autorisé par la création d'une surface supplémentaire de bâtiment de 560 m² pour loger 560 porcs charcutiers ainsi que la mise en place d'une unité de traitement , installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de PLOUARET (28/05/2006), PLOUZELAMBRE (9/06/2004), LE VIEUX-MARCHE (10/06/2004), LANVELLEC (16/06/2004), PLOUMILLIAU (17/06/2006) ;
- VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;

- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 6 juillet 2006 et 1^{er} août 2006 ;
- VU le sursis à statuer émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, des Risques sanitaires et technologiques en séance du 30 septembre 2005 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et technologiques en séance du 21 juillet 2006;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006 autorisant le GAEC LAHAYE à exploiter à PLOUARET au lieu-dit « La Haye » (section D n° 365, 1552, 1554) un élevage porcin de 6037 places animaux-équivalents réparties comme suit : 150 places maternité, 497 places gestantes-verraterie, 48 places quarantaine-infirmerie, 3616 places engraissement, 2160 places post-sevrage, une unité de traitement des lisiers et une fabrique d'engrais et supports de cultures.
- VU le rapport rectificatif de l'inspecteur des installations classées en date du 11 octobre 2006
- CONSIDERANT que des erreurs se sont glissées dans la rédaction de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'Environnement, notamment l'article L 512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

Le GAEC LA HAYE (LE BOURDONNEC) sis à PLOUARET au lieu dit « La Haye », est autorisé à exploiter à cette adresse (section D n°365-1552-1554) :

=> un élevage porcin dont la capacité maximale est de 6037 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit : 150 places maternité (450 PAE), 497 places gestante verraterie (1491 PAE), 48 places quarantaine infirmerie (48 PAE), 3616 places engraissement (3616 PAE) et 2160 places post sevrage (432 PAE) ;

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 10 547 m³ de lisier (47 079 kg d'azote) sur 11 220 m³ (50 548 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 673 m³ (3 005 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut et de fumier.

1.3. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

1.4 - Il est également donné acte au GAEC LA HAYE de sa déclaration par laquelle il fait connaitre qu'il va exploiter à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de cultures à partir de matière organique dont la capacité maximale de production est de 475 tonnes par an.

1.5 - Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n°2170 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

1.6- La société VALETEC exportera 475 tonnes de co-produits selon la norme AFNOR NFU 42-001 (9 416 unités).

ARTICLE 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :

2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 695 reproducteurs (truies verrats cochettes), 3616 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 2160 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 640 reproducteurs (truies verrats cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées .

2.1.4.-La production en engraissement est limitée à 13198 porcs charcutiers.

2.2. - Alimentation biphase :

2.2.1. - L'alimentation biphase est en place.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter tout autre mode de résorption en conformité en vigueur.

ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal (*)
Volume	10 547 m ³	28,89 m ³	34,67 m ³
N Global	47 079 kg	129 kg	154,78 kg
M.S	474 943 kg	1301kg	1 561,45 kg

(* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an)

3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	475 tonnes	1,30 tonnes
N Global	9 416 kg	25,79 kg
M.S	106 906 kg	292,89 kg

Boues biologiques	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	1 898 m ³	5,20 m ³
N Global	7 062 kg	19,34 kg
M.S	10 675 kg	29,24 kg

Effluent épuré	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	6 644 m ³	18,20 m ³
N Global	1 884 kg	5,16 kg
M.S	22 313 kg	61,13 kg

3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MS, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MS, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MS, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MS, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'autosurveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans les préfossees et fosses d'un volume de 8045 m³.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 300 m²

4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 1500 m³.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 6000 m³.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1060 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement.

5.1. - L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170)

6.1. Aménagement et fonctionnement des installations :

6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits (bioséchage des résidus organiques) sera réalisée par une fabrique d'engrais comprenant :

- une aire couverte de fabrication de 150 m²,
- une aire de maturation et de stockage du compost permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- un système de collecte de condensats du bioséchage.

Les résidus organiques conformément à la méthode VALETEC seront transformés.

6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de bioséchage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, à savoir 475 tonnes de résidus organiques (9 416 kg d'azote) produits annuellement.

6.1.3 - Aménagement de l'unité de bioséchage

L'unité de bioséchage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- l'aire de bioséchage sera couverte,
- un système de collecte des condensats sera aménagé,
- le sol sera une plate-forme en béton.

6.2. - Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost de lisier de porcs) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001 – Co-produits).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

6.3 - Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

6.4. - Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site ;
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- Nature ;
- Nom du transporteur ;
- Quantité en tonnes et en m3.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- Les informations définies ci-dessus ;
- Les originaux des bons d'enlèvement ;
- Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (VALETEC à PLERIN), certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

6.5. - Délais de mise en service - Dysfonctionnement

La mise en service de l'unité de bioséchage ainsi que les différents travaux prévus au point 3.1 seront réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de bioséchage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de bioséchage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

ARTICLE 7 -

7.1. - Dans un délai de 6 mois à la mise en fonctionnement de l'unité de traitement, un contrôle des émissions sonores sera réalisé par un organisme agréé afin de garantir le respect de l'Article 12 de l'Arrêté Ministériel du 7 février 2005.

7.2. - Dans un délai de 6 mois à la mise en fonctionnement de l'unité de traitement , un merlon de terre sera mis en place entre l'unité de traitement et les habitations des tiers.

ARTICLE 8 - Prescriptions pour l'implantation des nouveaux batiments;

Un agrandissement en surface de batiment est accordé pour le cheptel engraissement , le nombre de porcs reste limité à 3616 places et porcs charcutiers.

Les nouveaux bâtiments (places en engraissement et unité de traitement) seront implantés à 107 mètres de tout tiers.

La lagune étanche sera cloturée d'un grillage de 1m50 de hauteur minimum et comportant une porte d'accès en permanence verrouillée.

Un écran de verdure à feuillage persistant sera mis place dans un délai d'un an.

Les lisiers non traités seront désodorisés; les factures(quantité - type de produit) seront adressées annuellement à la Direction Départemental des Services Vétérinaires.

ARTICLE 9 - Résorption

Biphase : 9 741 unités d'azote
Éliminé : 28 804 unités d'azote
Transféré : 9 416 unités d'azote.

ARTICLE 10 -

- Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

- En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

ARTICLE 11 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 12 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

En cas de cessation d'activité l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié, est tenu d'en faire la déclaration et de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V, titre I du Code de l'environnement

ARTICLE 13 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 14 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLOUARET pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du GAEC LAHAYE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du GAEC LAHAYE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 15 -

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés préfectoraux des 30 mai 1994, 10 mai 2001 et 21 septembre 2006.

ARTICLE 16 -

Délai et voie de recours (L 514.6 du Code de l'Environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 17 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de LANNION,
Le Maire de PLOUARET,
L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au GAEC LAHAYE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de PLOUZELAMBRE, LE VIEUX-MARCHE, LANVELLEC, PLOUMILLIAU pour information.

SAINT-BRIEUC, le **- 8 NOV. 2006**
LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT